

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/AHG/W/159

25 mars 2004

(04-1367)

Comité des pratiques antidumping
Groupe de travail de la mise en œuvre

Original: anglais

ARTICLE 6.7 – VÉRIFICATIONS

Document présenté par la Nouvelle-Zélande

La communication ci-après, datée du 24 mars 2004, est distribuée à la demande de la délégation de la Nouvelle-Zélande.

Introduction

Le présent document explique comment la Nouvelle-Zélande procède aux vérifications de renseignements conformément à l'article 6.7 de l'Accord antidumping. Cette tâche incombe au Groupe des mesures correctives commerciales du Ministère du développement économique, qui est l'autorité compétente en Nouvelle-Zélande. La Nouvelle-Zélande s'efforce de vérifier tous les renseignements substantiels communiqués à l'autorité compétente au cours d'une enquête.

Il n'existe, dans la législation néo-zélandaise (la Loi relative aux droits antidumping et aux droits compensateurs), aucune disposition ou instruction concernant les vérifications. La Nouvelle-Zélande a élaboré ses systèmes en observant la pratique d'autres administrations et en interprétant les dispositions de l'Accord, en particulier l'article 6.6, 6.7 et 6.9 et l'Annexe I.

But de la vérification

Les visites de vérification ont trois grands objectifs. Premièrement, elles permettent à l'autorité compétente d'être sûre que les renseignements fournis dans les réponses au questionnaire sont exacts et qu'il n'y a aucune erreur d'interprétation des données. Deuxièmement, elles comportent la communication d'un relevé des faits vérifiés à ceux qui ont communiqué les renseignements, et donnent l'assurance d'une procédure transparente. Troisièmement, elles démontrent la transparence de la procédure aux autres parties intéressées.

Procédure

Le Groupe des mesures correctives commerciales identifie tous les exportateurs et importateurs connus des produits visés par l'enquête (les produits visés). Il est envoyé à chaque partie un questionnaire approprié, accompagné d'une lettre demandant la participation de cette partie à l'enquête et indiquant les conséquences (l'utilisation des meilleurs renseignements disponibles) au cas où elle ne souhaiterait pas participer. Lorsque les exportateurs sont nombreux, un échantillon peut être choisi. Dans les cas où cela s'impose, les exportateurs sont classés en fonction du volume de leurs exportations vers la Nouvelle-Zélande et ceux qui sont à l'origine de la majeure partie des exportations sont choisis. En général, deux ou trois exportateurs représentent environ 90 pour cent du volume des importations en Nouvelle-Zélande. Si l'on utilise un échantillon, les exportateurs non retenus pour en faire partie sont avisés par l'intermédiaire de leur groupement commercial ou industriel local ou de leur représentant officiel en Nouvelle-Zélande.

Dès leur réception, les réponses aux questionnaires sont analysées et des visites de vérification sont programmées, à condition que l'entreprise visitée ait accepté que la vérification ait lieu. En général, seuls les exportateurs qui ont donné des réponses de fond à un questionnaire reçoivent une visite. Une note de vérification est ensuite établie et transmise à la société. Elle couvre généralement les points suivants:

- le programme de la vérification menée sur place;
- toutes questions spécifiques identifiées au moyen de l'analyse des réponses au questionnaire;
- les domaines dans lesquels des documents sources seront nécessaires;
- les cas dans lesquels des renseignements autres que ceux qui sont fournis dans les réponses au questionnaire seront demandés; et
- la disponibilité du personnel de la société et la possibilité de consulter les registres voulus.

Lors de la visite de vérification, une liste des importations identifiées au moyen d'autres sources (par exemple, les statistiques des importations) fait l'objet d'une discussion avec l'exportateur afin de garantir qu'il est tenu compte de toutes les expéditions. La note apporte aussi une confirmation quant au but de la vérification, aux procédures destinées à assurer la confidentialité, à l'heure et au lieu de la visite et aux fonctionnaires effectuant la visite (généralement deux personnes). Une lettre séparée est également envoyée au gouvernement du pays concerné pour lui donner des détails sur les visites effectuées.

Une visite de vérification dure généralement de deux à trois jours suivant la complexité des questions. Toutefois, il est aussi important de parvenir à un équilibre entre les efforts visant à garantir l'exactitude des renseignements et la nécessité de ne pas interrompre indûment l'activité normale de la société concernée.

Après le retour en Nouvelle-Zélande des fonctionnaires chargés de l'affaire, un rapport de vérification est établi. Il porte sur tous les aspects de la visite et il est remis aux parties pour qu'elles le vérifient, corrigent les erreurs factuelles et formulent toutes observations éventuelles. Le rapport de vérification est ensuite finalisé et versé au dossier de l'enquête, et une version non confidentielle est versée au dossier public. La table des matières d'un rapport de vérification récent est jointe en appendice au présent document pour l'information des Membres.

Une procédure similaire est suivie pour d'autres parties intéressées, telles que la branche de production néo-zélandaise et, le cas échéant, les importateurs néo-zélandais des produits visés.

Résumé

La Nouvelle-Zélande estime que la procédure de vérification assure à la fois l'exactitude et la qualité des renseignements utilisés dans le cadre d'une enquête. La communication des constatations accroît la transparence des pratiques d'une autorité compétente. Elle donne aussi aux sociétés la possibilité de rencontrer directement les enquêteurs et leur permet de se faire une idée des questions qui se posent. L'autorité compétente peut également expliquer des systèmes et des pratiques dont les parties concernées pour la première fois par une affaire de dumping n'ont pas connaissance.

APPENDICE 1

TABLE DES MATIÈRES

| | <i><u>Page</u></i> |
|---------------------|--|
| ABRÉVIATIONS | |
| 1. | DÉTAILS RELATIFS À LA SOCIÉTÉ |
| 1.1 | Visite de vérification |
| 1.2 | Description de la société |
| 1.3 | Description du produit |
| 1.4 | Taux de change |
| 1.5 | Unités de mesure |
| 1.6 | Période couverte par l'enquête |
| 2. | DÉTAILS RELATIFS AUX EXPORTATIONS |
| 2.1 | Répartition des ventes à l'exportation |
| 2.2 | Niveau commercial |
| 2.3 | Différences dans les marchandises fabriquées pour l'exportation vers la Nouvelle-Zélande |
| 2.4 | Date de vente |
| 2.5 | Volumes des exportations |
| 2.6 | Prix à l'exportation |
| 2.7 | Autres coûts à l'exportation |
| 2.8 | Calcul du prix à l'exportation |
| 3. | VALEUR NORMALE |
| 3.1 | Répartition des ventes intérieures |
| 3.2 | Contrôles des prix par le gouvernement |
| 3.3 | Volume des ventes intérieures |
| 3.4 | Choix des clients nationaux |
| 3.5 | Prix de base |

3.6 Ajustements

3.7 Coût de production, frais de commercialisation et d'administration et bénéfice

3.8 Ventes à perte

3.9 Calculs de la valeur normale

4. MARGES DE DUMPING ET VOLUMES DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING

4.1 Définition du dumping

4.2 Marges

4.3 Volumes

5 MENACE DE DOMMAGE

5.1 Capacité de l'exportateur

6. QUESTIONS SOULEVÉES AU COURS DE LA VISITE

7. DOCUMENTS MODIFIÉS

Appendice 1

Feuille de calcul détaillé du dumping ligne par ligne
